

Jean-Yves Le Drian ouvre le dialogue avec l'opposition libanaise

Benjamin Barthe

A Beyrouth, le ministre français a porté l'appel de M. Macron à « changer d'approche »

BEYROUTH - correspondant

Sur le dossier libanais, Emmanuel Macron avait promis en mars de « *changer d'approche* ». La détérioration foudroyante de la situation économique, marquée par un taux de pauvreté désormais supérieur à 50 % de la population, imposait, selon le chef d'Etat français, de « *tout faire pour éviter l'effondrement* ». Face à l'incapacité des partis traditionnels à former un nouveau gouvernement, en remplacement du cabinet de Hassan Diab, démissionnaire depuis l'explosion du port de Beyrouth en août 2020, il importait, aux yeux de M. Macron, d'adapter la « *méthode* ». Quitte à imposer des « *sanctions* », avait soufflé, quelques jours avant, une source diplomatique française.

En visite à Beyrouth, jeudi 6 mai, le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a tenté de donner corps à cette nouvelle ligne. S'il a rencontré le président, Michel Aoun, et le premier ministre désigné, Saad Hariri, chef de file du camp sunnite, qui s'écharpent depuis huit mois sur la composition du futur exécutif, ainsi que le président du Parlement, Nabih Berri, ces visites, qualifiées par son entourage de « *protocolaires* », n'ont pas excédé une demi-heure.

Contrairement à l'usage, le chef du Quai d'Orsay s'est abstenu de rencontrer les autres dirigeants communautaires, comme Walid Joumblatt, le leader des druzes, Samir Geagea, patron des Forces libanaises (droite chrétienne), et Gebran Bassil, le gendre du président Aoun, dirigeant du Courant patriotique libre (droite chrétienne). Fin septembre, lors d'une conférence de presse cinglante, Emmanuel Macron avait fustigé « *la trahison collective* » de ces partis confessionnels, qui monopolisent le pouvoir depuis la fin de la guerre civile (1975-1990).

Durant les trente-six heures qu'il a passées à Beyrouth, Jean-Yves Le Drian a voulu donner la priorité aux forces incarnant « *l'avenir* » du Liban. Le ministre des affaires étrangères français a partagé un *iftar* (repas de rupture du jeûne) avec un groupe de femmes engagées dans l'action humanitaire. Il s'est aussi rendu dans une école privée chrétienne, en signe de soutien au secteur éducatif libanais, particulièrement ébranlé par la crise, et a visité un centre de santé communautaire, financé par l'Agence française de développement. Surtout, Jean-Yves Le Drian, dont c'était le quatrième déplacement au Liban en l'espace d'un an, a rencontré pour la première fois une délégation de l'opposition : des représentants d'une dizaine de partis et de collectifs issus de la « *thawra* » (« *révolution* »), le mouvement de protestation antisystème de l'automne 2019. Bien que de sensibilité politique variée, de la droite au centre gauche, ces mouvements partagent une même hostilité à l'égard des formations politiques confessionnelles et appellent à la mise en place d'un gouvernement indépendant. « *C'est la première fois que l'on est invité en tant qu'opposition et non société civile* », se félicite Pierre Issa, le chef du Bloc national, un parti de centre droit. *Cette rencontre nous a permis d'unifier les rangs et de parler d'une même voix.* »

Dialogue avec l'opposition

Trois groupes de gauche, dont Citoyens et citoyennes dans un Etat, de l'ex-ministre du travail Charbel Nahas, ont toutefois décliné l'invitation à la résidence des Pins, la résidence de l'ambassadrice de France à Beyrouth. Le chef de la diplomatie française se refuse, pour l'instant, à couper les ponts avec la classe politique traditionnelle. En ouvrant un dialogue avec l'opposition, dont il a salué « *la maturité* » grandissante, il envoie avant tout un signal aux Hariri, Aoun et consorts. « *On nous reconnaît comme une alternative possible, mais pas immédiate* », admet Pierre Issa.

Signe de sa prudence, Jean-Yves Le Drian n'a fourni aucun détail sur les mesures de restriction d'accès au territoire français visant des personnalités impliquées dans le blocage politique et la corruption, qu'il avait annoncées fin avril. Lors de sa conférence de presse, il s'est contenté d'affirmer que ces responsables « *devront assumer les conséquences de l'échec et du reniement des engagements qu'ils avaient pris* ».

De même, le chef de la diplomatie française n'insiste plus sur la formation d'un « *gouvernement de mission* », composé de « *spécialistes indépendants* », comme le spécifiait la feuille de route édictée par M. Macron au lendemain de l'explosion du 4 août 2020. Pour le politiste Ali Mourad, membre d'un groupement révolutionnaire qui a participé à la réunion de la résidence des Pins, « *la priorité de Le Drian, c'est d'avoir un gouvernement avant l'effondrement total du pays, qu'il pressent comme imminent* ».